

*Les biocarburants menacent la
souveraineté alimentaire
Prise de position de SWISSAID 2008*



Introduction et résumé

La planète vit une nouvelle ère de la faim. Le 2 avril, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick¹ a lancé un avertissement : dans les pays où les habitants dépensent entre 50 et 70 % de leur budget pour leur alimentation, il ne reste plus aucune marge de survie. En Indonésie, une augmentation de 10 % seulement du prix du riz précipitera 2 millions de personnes dans la pauvreté. Parmi les facteurs responsables de cette situation figure la forte demande en biocarburants qui font concurrence à la production alimentaire.

Les carburants agricoles produits à partir de matières premières, telles que le sucre, le maïs, le soja, l'huile de palme, le blé ou le jatropha, se retrouvent partout. Ils sont considérés comme une réponse au réchauffement climatique et au prix élevé du pétrole. Les pays industrialisés, l'Europe et les Etats-Unis en tête, espèrent grâce à eux s'affranchir du pétrole et rejeter moins de CO₂ dans l'atmosphère. Par le biais de mesures politiques comme les taux de mélange obligatoires, les subventions et les exemptions fiscales, ils provoquent une demande croissante en agrocarburants. Les pays du Sud sont les principaux fournisseurs en matières premières bon marché destinées à leur fabrication.

Mais ces agrocarburants suscitent de nombreuses critiques : les rapports se multiplient sur l'exploitation des populations dans les pays du Sud, sur la destruction des forêts tropicales, sur les conditions de travail proches de l'esclavage et sur l'empoisonnement des sols et de l'eau par les pesticides, tous dus à la production d'agrocarburants. De nombreuses études démontrent que les carburants à base de plantes n'ont pas de réel impact écologique et qu'ils possèdent une faible efficacité énergétique. Derrière l'illusion d'un carburant écologique se cachent des multinationales qui ne se distinguent pas pour leur fibre écologique, comme l'industrie automobile, pétrolière ou agroalimentaire. Ces entreprises consentent des investissements massifs et signent d'importants accords entre elles. Car, les agrocarburants offrent des opportunités de «business as usual» et ouvrent de nouveaux marchés très prometteurs. Des organisations de la société civile du monde entier réclament des moratoires sur la production industrielle et sur le commerce international d'agrocarburants. Ils s'insurgent contre le fait que ce soit aux pays pauvres de supporter le coût des problèmes climatiques provoqués par les pays industriels.

Dans une perspective de politique de développement, la concurrence que ces agrocarburants font à la production alimentaire s'avère particulièrement préoccupante. Si l'on considère les 860 millions d'êtres humains souffrant de la faim et les prévisions dramatiques concernant un «nouveau siècle de la faim»², on se demande s'il est bien raisonnable d'utiliser les précieuses terres cultivables de la planète pour produire du carburant. Il faut 200 kilos de maïs pour remplir un réservoir de voiture de 95 litres avec de l'éthanol pur. Et 200 kilos de maïs suffisent à alimenter un être humain durant une année entière³. Cette simple comparaison ne soulève pas seulement des questions éthiques. Elle montre que les agrocarburants menacent le droit à l'alimentation.

Se fondant sur les expériences réalisées dans le monde entier et sur les rapports de ses organisations partenaires en provenance de Colombie, d'Inde et de Tanzanie, SWISSAID désapprouve la production d'agrocarburants pour le marché international. Car cette production aggrave encore les problèmes de petits paysans et des communautés paysannes locales, tels que les conflits autour du sol et de l'eau ou la disparition de la diversité biologique. L'augmentation du prix des aliments due au boom des agrocarburants a pour conséquence que les populations les plus pauvres voient se réduire leur accès à une alimentation suffisante.

1 Robert B. Zoellick; président du groupe de la Banque mondiale, Center for Global Development, Washington D.C. 2. Avril 2008

2 Programme alimentaire mondial, cité selon Katarina Wahlberg: „Vor einer globalen Nahrungsmittelkrise?“ [Informationsbrief](#) Weltwirtschaft und Entwicklung: Nr. 03-04/2008

3 C. Ford Runge/Benjamin Senauer: How Biofuels Could Starve the Poor. „Foreign Affairs“ 24 avril 2007.

Pour SWISSAID, il est clair que les agrocarburants aggravent la faim dans le monde. Les végétaux énergétiques, pour la production desquels on utilise du pétrole et on détruit l'écosystème, ne constituent pas une réponse durable au réchauffement de la planète. SWISSAID mise plutôt sur une agriculture écologique destinée aux marchés locaux et régionaux. Ces biens alimentaires ne nécessitent que peu de transport et sont produits par le biais de méthodes de culture biologiques. Ils ne consomment donc que très peu de ressources fossiles. Du point de vue de la politique énergétique, SWISSAID recommande un retournement de tendance radical qui devrait se fonder sur une diminution significative de la consommation énergétique, d'une part, et sur la promotion d'énergies durables et renouvelables, d'autre part.

Pour un droit à l'alimentation basé sur la souveraineté alimentaire et sur une agriculture écologique

SWISSAID s'engage dans neuf pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine en faveur d'une alimentation suffisante, produite par les communautés rurales elles-mêmes. SWISSAID est convaincue que cet objectif ne pourra être atteint que moyennant une politique tant agricole que commerciale visant la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire comprend le droit, pour les communautés rurales, de choisir démocratiquement ce qu'elles veulent cultiver et consommer. Concrètement, pour SWISSAID, cela signifie promouvoir une agriculture de petite paysannerie, diversifiée et écologique, fournissant d'abord les marchés locaux et régionaux. Les femmes, principales garantes de la production et de la préparation des aliments, doivent être particulièrement soutenues. Les clés d'une agriculture forte et indépendante sont l'accès, le contrôle et l'exploitation durable des ressources naturelles telles que le sol, l'eau et les semences.

L'exploitation industrielle sous forme de monoculture de végétaux destinés à la production d'agrocarburants, telle que menée aux Etats-Unis, au Brésil, en Indonésie, en Malaisie, en Colombie et dans de nombreux autres pays du Sud, va à l'encontre de la souveraineté alimentaire.

Le soutien politique aux agrocarburants en Suisse et en Europe

En Suisse, la consommation d'agrocarburants reste faible : en 2006, elle ne constituait encore que 2 % de la consommation globale de carburants. Jusqu'à aujourd'hui, la plus grande partie de cet agrocarburant a été produite en Suisse, au sein d'unités de production pilotes. Et une autre petite partie a été importée de pays européens⁴.

En janvier 2008, le Conseil fédéral a adopté une loi exonérant les carburants tels que le biogaz, le bioéthanol et le biodiesel de l'impôt sur les huiles minérales. «Ces mesures fiscales ont pour but de promouvoir le remplacement des carburants fossiles liquides par des carburants issus de matières premières renouvelables et par du gaz naturel⁵.» Par cette subvention indirecte des biocarburants, le Conseil fédéral espère réduire les émissions de CO₂ par le trafic routier. De cette manière, la Suisse contribue à la demande croissante en agrocarburants sur les marchés internationaux. A long terme, un approvisionnement suffisant par le biais de la production locale est irréaliste.

Durant le débat parlementaire sur la modification de la loi, SWISSAID n'a cessé de mettre en garde contre les dangers de la production d'agrocarburants dans les pays en développement. Elle a en outre demandé que des exigences minimales sur le plan social, et

⁴ Chiffres extraits de la réponse du Conseil fédéral à l'interpellation Teuscher: „Agrocarburant. Plus de risques que d'opportunités?“, 07.3893

⁵ Communiqué de l'EFPP du 31.01.2008: „Steuerliche Begünstigung umweltschonender Treibstoffe: Inkraftsetzung Mitte 2008“

pas seulement sur le plan écologique, soient annexées à toute exonération fiscale. Le Parlement a suivi ces exigences des œuvres d'entraide et des organisations paysannes et environnementales. Toutefois, leur traduction concrète dans l'ordonnance sur la loi sur l'imposition des huiles minérales laisse à désirer.

En fixant des taux de mélange obligatoires de 5,75 % d'ici à 2010, l'Union européenne est allée beaucoup plus loin⁶. Mieux, en 2020, 10 % du carburant consommé en Europe devra être produit à partir d'énergie végétale. Comme mesure complémentaire, l'UE autorise tous ses pays membres à exonérer les agrocarburants de l'impôt sur les huiles minérales. De plus, l'Europe verse des subventions très importantes : en 2006, 1,29 milliard d'euros ont été dévolus à la production d'éthanol, et 2,44 milliards à la production de biodiesel⁷.

Afin d'atteindre les objectifs concernant les taux de mélange, décidés au niveau politique, la Commission européenne estime qu'il faudra importer un tiers, voire plus de trois quarts de l'agrocarburant nécessaire (en l'état actuel des technologies, pour produire les quantités exigées en plantes énergétiques, il faudrait mobiliser 70 % de la surface agricole disponible). En Allemagne, le Conseil consultatif scientifique pour les questions agricoles critique sans détour cette politique : «Encourager l'utilisation de carburant vert n'est pas une option du point de vue de la politique climatique⁸.» Pour le conseil scientifique, la biomasse comme pourvoyeuse d'énergie n'est qu'une solution transitoire, inefficace et subventionnée à l'extrême. Il ajoute que, de manière générale, «les potentiels de la bioénergie sont relativement étroits comparativement à ceux de l'énergie solaire»⁹.

Les «bio»carburants ne sont pas bio

Le terme «biocarburant» désigne l'alcool «éthanol» produit à partir de plantes riches en sucre ou en amidon, comme la canne à sucre, le maïs ou les céréales ainsi que le diesel obtenu à partir de plantes oléagineuses, comme le soja, l'huile de palme, le colza ou le jatropha. Mais le terme «agrocarburant» est plus adéquat, car ces produits n'ont rien de «bio». Les plantes énergétiques ne sont pas produites de manière biologique et elles ne sont pas écologiques. Bien au contraire. Leur production entraîne le déboisement de la forêt tropicale, la pollution des sols et de l'eau ainsi qu'une réduction de la biodiversité. L'expression «agrocarburant» indique qu'il s'agit d'un produit issu de l'agro-industrie.

Afin d'optimiser le faible rendement et le peu d'efficacité énergétique des plantes, les entreprises et les milieux scientifiques mènent d'intenses recherches et tentent de développer «les biocarburants de la seconde génération». Les agrocarburants de la première génération sont extraits d'huiles et de sucres végétaux. Mais ces substances ne représentent qu'une infime partie de la biomasse. La plus grande partie est constituée de la cellulose et de la lignine. A l'avenir, l'éthanol devrait être produit à partir de la cellulose contenue dans la tige des plantes et dans le bois. La production d'arbres génétiquement modifiés, qui comporte des risques énormes, est ici en jeu.

Les nouveaux procédés et les nouvelles plantes ainsi développés font l'objet de demandes de brevets de la part des entreprises. Dès lors, le contrôle de groupes financièrement puissants sur l'agriculture se verra encore renforcé. Pour l'instant, les agrocarburants de la seconde génération ne se trouvent pas sur le marché. Leur développement prendra encore une dizaine d'années au moins. Quant à savoir s'ils tiendront leurs promesses en matière de rendement et d'efficacité énergétique, et s'ils rempliront leur rôle de protecteurs de l'environnement, la question reste ouverte.

⁶ Lignes directrices de l'Union européenne 2003/30/EG

⁷ Global Subsidies Initiative 2007. Zit. n. BMZ Diskurs 011, février 2008.

⁸ Christoph Seidler, „Wissenschaftler warnen vor Biosprit“. Spiegel online, 31.03.08.

⁹ Joachim Müller-Jung, „Antireklame für Biosprit“. F.A.Z., 19.03.2008

Alliance des industries agricoles, biotechnologiques, pétrolières et automobiles

En 2006, la part des agrocarburants dans la consommation énergétique globale s'est montée à 1,12 %, dont quatre cinquièmes d'éthanol et un cinquième de biodiesel. Le Brésil et les Etats-Unis sont les principaux producteurs d'éthanol. Tous deux souhaitent doubler leur production d'ici à 2016. De 2002 à 2006, le volume du commerce mondial d'éthanol a grimpé de 3,2 milliards à 7,81 milliards de litres. Dans le secteur du biodiesel à base d'huile de palme, l'Indonésie et la Malaisie sont leaders sur le marché. Ils produisent 80 % de l'huile de palme mondiale¹⁰

A côté de nombreuses petites entreprises, certains géants, parmi lesquels des groupes transnationaux, sont actifs sur le marché des agrocarburants. Ils investissent des millions dans des raffineries et de nouvelles plantations. A cela s'ajoutent les intérêts de différents secteurs économiques : à côté des marchands de céréales et des groupes agroalimentaires, qui ont trouvé un nouveau débouché en pleine expansion pour leurs produits, les industries automobiles et pétrolières sont les premières intéressées à maintenir leur «business as usual» aussi longtemps que possible.

Car, grâce à l'adjonction d'agrocarburants dans l'essence traditionnelle, la durée d'exploitation du pétrole sera allongée, et le système sera pour ainsi dire prolongé. La branche de la technologie génétique se réjouit également de ces nouveaux champs d'application, après n'être pas parvenue à s'imposer en Europe ni en Afrique. Et enfin, *last but not least*, le secteur financier ne cache pas son intérêt pour ces nouvelles opportunités d'investissement, rendant possible cette gigantesque dynamique.

Les intérêts convergents de ces branches hétérogènes se traduisent par diverses coopérations et participations stratégiques. La société de biotechnologie DuPont développe en collaboration avec British Petroleum (BP) un nouveau carburant agricole dénommé «biobuthale»¹¹. En janvier 2008, une formation encore plus vaste et plus inhabituelle a lancé un projet de coopération : le groupe céréalier Archer Daniels Midland (ADM), le fabricant automobile Daimler et le groupe agrochimique Bayer CropScience se sont unis afin de promouvoir la culture de jatropha.

ADM est aujourd'hui déjà le plus grand producteur d'éthanol du monde. Il possède des participations dans des raffineries. Les entreprises cherchent également à conclure des collaborations ciblées avec les universités. Ainsi la société Daimler finance-t-elle le développement de jatropha en Inde. L'Université de Hohenheim est impliquée dans ce projet, de même que la Société allemande pour la coopération technique (gtz).

Avec ces coopérations contre nature, une nouvelle concentration du marché menace de se produire dans le secteur agricole. De cette manière, la production agricole tombe de plus en plus sous le contrôle des grands groupes, pour servir leurs intérêts.

Sept arguments contre la production industrielle d'agrocarburants

1. Une nouvelle ère de la faim

Pour la première fois depuis trente ans, le prix des aliments augmente. A la suite du programme américain d'éthanol, le prix du maïs a augmenté de 60 %, ces deux dernières années. Des émeutes de la faim éclatent dans les pays pauvres du monde entier. La première de ces rébellions a eu lieu à Mexico en février 2007. L'augmentation jusqu'à 400 % du prix de la tortilla était devenue insupportable pour la population. Au début de 2008, l'Égypte a connu une pénurie de pain en raison du prix trop élevé du blé. En Asie du Sud-

¹⁰ Tous les chiffres de l'encadré proviennent de: BMZ Diskurs 011, Bonn/Berlin, février 2008.

¹¹ Martina Backes: "Der nächste Irreweg. Pflanzentreibstoffe schaffen mehr Probleme, als sie lösen." Iz3w 305, mars/avril 2008.

Est, le prix du riz a atteint des pics jamais égalés depuis des décennies : quelque 10 millions d'êtres humains sont menacés de famine rien qu'aux Philippines¹². En Haïti, la population exaspérée par la flambée des prix a destitué son président. Dans de nombreux autres pays, les émeutes sont de plus en plus violentes.

Les institutions internationales comme la Banque mondiale, l'OCDE et la FAO sont unanimes : venant s'ajouter à la consommation croissante de viande en Chine et en Inde et aux effets de la spéculation sur les marchés financiers, l'explosion de la demande en agrocarburants a contribué à la flambée spectaculaire des prix des denrées alimentaires et à la diminution des réserves de céréales dans le monde entier. Selon les estimations, 12 % de la production de blé dans le monde et un quart des récoltes de maïs servent à la production d'éthanol. Et cette proportion ne cesse de croître.

Pour de nombreux pays en développement qui, durant la dernière décennie dans le sillage de la libéralisation du commerce, se sont mués d'exportateurs nets en importateurs nets de denrées alimentaires, cette évolution s'avère dramatique. Très dépendants de l'importation, ils risquent de ne plus pouvoir approvisionner leur population en suffisance.

Pour les consommateurs les plus pauvres, la flambée des prix signifie d'importantes privations : des portions plus petites, moins de repas et une moindre quantité d'aliments de haute valeur énergétique. Pour les personnes qui vivent déjà à la limite du seuil de pauvreté, c'est la famine qui menace. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), c'est une «nouvelle ère de la faim» qui débute. Et elle concerne également les classes moyennes urbaines, en Indonésie, au Yémen et au Mexique¹³. Le PAM ne pourra plus assurer dans la même mesure qu'actuellement l'approvisionnement alimentaire des régions touchées par la famine. Il devra réduire les rations ainsi que le nombre de bénéficiaires.

«En réalité, la culture de plantes énergétiques est entrée en concurrence avec la production alimentaire dès le premier jour», constatent les auteurs d'une étude de l'OCDE¹⁴. Les expériences réalisées dans deux régions de Colombie ont montré ce que cela signifie concrètement (*lire encadré*). Depuis des années, le gouvernement y encourage la culture d'huile de palme. Actuellement, la Colombie en est le quatrième plus grand exportateur du monde. Le président Uribe prévoit d'étendre massivement cette production.

Dans le monde entier, les femmes sont responsables de l'approvisionnement alimentaire de leur famille. En outre, elles assument une grande partie du travail agricole. Lorsque le prix des aliments grimpe et qu'il y a de moins en moins de terres à disposition pour la production d'aliments, elles sont les premières touchées : elles doivent investir de plus en plus de temps et d'argent dans les aliments; socialement défavorisées, elles sont les dernières à obtenir de quoi manger; en tant que cultivatrices, elles perdent terres et revenus lorsque la production se mue en cultures de rente, comme dans le cas des plantes énergétiques. Car les cultures de rente sont des affaires d'hommes.

2. Les communautés paysannes n'en profitent guère

Les gouvernements des pays exportateurs de produits agricoles ne sont pas les seuls à attendre des bénéfices de l'augmentation du prix des denrées alimentaires, les agriculteurs aussi. Mais une question se pose : les agrocarburants ont-ils le potentiel d'améliorer les revenus des familles de petits paysans démunis et de favoriser le développement des régions rurales ? Afin que la production d'agrocarburants, fortement subventionnée, reste rentable, il faut des matières premières bon marché. La demande élevée, stimulée politiquement, exige en outre d'énormes quantités de plantes énergétiques.

¹² www.tagesschau.de/wirtschaft/reispreis2.html

¹³ Katarina Wahlberg: "Vor einer globalen Nahrungsmittelkrise?" [Informationsbrief](#) Weltwirtschaft und Entwicklung: Nr. 03-04/2008

¹⁴ „Biofuels: Is the cure worse than the disease?“ Paris 2007. OECD SG/SD/RT(2007)3

Ces conditions imposent un modèle de production intensif. Le soja, la canne à sucre et l'huile de palme sont produits dans de vastes monocultures. En ce qui concerne le soja et l'huile de palme, le travail est facile, mais, pour la canne à sucre, les conditions de travail sont extrêmement dures. En outre, il faut consentir à des investissements importants pour commencer la production. Des investissements que les familles de petits paysans ne peuvent se permettre.

C'est pourquoi la production se retrouve entre les mains d'entreprises financièrement puissantes, aussi bien nationales qu'internationales. Afin de pouvoir réagir à une demande intarissable, ces entreprises sont à la recherche de nouvelles terres cultivables. Le sol devient un objet de spéculation inabordable pour les petits paysans, y compris dans les régions reculées. Les populations rurales pauvres subissent ainsi le même sort que pour l'exploitation des énergies fossiles ou la culture de fruits exotiques ou de fourrage animalier.

Les bénéficiaires profitent à quelques rares entreprises, qui peuvent être présentes sur les marchés mondiaux. Pour les populations locales ne restent plus qu'un travail mal payé sur les plantations ou l'exode. Le bilan est nettement en défaveur des familles de petits paysans. Ils gagnent 5 à 10 millions de nouveaux emplois salariés et saisonniers. En contrepartie, 35 millions de petits paysans perdent leurs moyens de subsistance¹⁵.

Une production décentralisée d'énergie et de carburant, à partir de fumier ou de déchets agricoles, constitue en revanche une chance pour les communautés rurales. Elle améliorerait leur approvisionnement énergétique, sans prêter la production de denrées alimentaires. Toutefois, cette production décentralisée n'est pas adaptée au marché des agrocarburants en pleine expansion.

Pour les pays pauvres en développement, cette reconversion à la production de plantes énergétiques constitue un affaiblissement de leur souveraineté alimentaire. Car, moins un pays est capable de produire de denrées alimentaires, plus il dépend des prix instables des marchés internationaux. Ce qui se traduit par des problèmes d'approvisionnement.

Sur les rives du fleuve Magdalena dans la région de Sur de Bolivar, en Colombie, les familles de petits paysans perdent leurs terres et la nourriture devient rare¹⁶

Depuis la mi-2007, en collaboration avec l'organisation paysanne locale Asproas, SWISSAID mène une étude sur les conséquences de la production d'huile de palme sur les habitants de la région de Sur de Bolivar. La production d'huile de palme joue un rôle grandissant dans la région. En 2007, 27 % de l'huile de palme colombienne y a été produite. Rien que dans la commune de Simiti, les palmiers à huile couvrent 12 500 hectares d'une terre qui, jusqu'alors, appartenait aux petits paysans. Les sociétés productrices d'huile de palme se sont approprié 6000 hectares de terre grâce à un droit d'usufruit d'une durée de trente ans. Quant au reste des surfaces, de la savane essentiellement, elles en ont pris le contrôle illégalement. Les familles de petits paysans, qui ne possédaient pas de titres de propriété, ont subi de fortes pressions et ont fini par perdre tout accès à leurs terres.

Dans les champs où ces agriculteurs produisaient le maïs, le riz et le manioc nécessaires à leur subsistance, poussent aujourd'hui des palmiers à huile. Le manioc n'est plus guère cultivé. Il est devenu rare et cher. Les conditions d'autoapprovisionnement des familles paysannes se sont considérablement dégradées. Elles doivent désormais acheter les vivres qu'elles produisaient elles-mêmes autrefois.

En contrepartie, seul un nombre restreint d'emplois sont créés sur les plantations (0,28 emploi par hectare). Une grande partie du travail consiste à défricher le sol et à planter les jeunes pousses. Les probabilités pour un petit paysan de cultiver de l'huile de palme sont faibles. Cette activité ne devient rentable qu'à partir de 7,5 hectares de terrain. Pour acquérir une telle surface, l'agriculteur doit demander un crédit auprès d'une société productrice d'huile de palme. Ce qui lui procure une indépendance toute relative. Car, pour obtenir ce crédit, le petit paysan doit promettre de livrer toute sa récolte à la compagnie en question.

¹⁵ Almut Ernsting, Biofuel Watch, in „Agrofuels Special Issue“, GRAIN Seedling, Juli 2007

¹⁶ Etude Asproas et SWISSAID, premier rapport interne 2007.

Conséquence de la déforestation : la population manque de bois pour cuisiner et de matériau pour construire et rénover les maisons. On a également constaté la disparition d'une espèce locale de riz, car la culture de riz est en net recul. Les moulins régionaux perdent ainsi leur revenu. Les jeunes femmes, en particulier, sont de plus en plus nombreuses à quitter la région¹⁷ parce que leurs conditions de vie se sont rapidement dégradées, et qu'elles n'y ont plus d'avenir.

Visite d'une plantation de 4000 hectares d'huile de palme en Equateur

En février 2008, une délégation de paysans et de paysannes suisses ont visité une plantation d'huile de palme de 4000 hectares dans la région côtière de l'Equateur. En raison des conditions climatiques, cette région est particulièrement propice à l'agriculture. En travaillant sur 10 hectares de plantation d'huile de palme, un paysan parvient à nourrir sa famille grâce au salaire minimum de 200 dollars par mois fixé par l'Etat. Pour comparaison : l'exploitation agricole biologique de 2 hectares que la délégation a visitée la veille sur les hauts plateaux, nourrit sept familles.

Au début de l'année 2007, le Ministère équatorien de l'agriculture a annoncé qu'il mettrait 100 000 hectares de terrain à disposition pour la culture de canne à sucre et de palmiers à huile¹⁸, afin de produire de l'agrocarburant. Les plantations de palmiers à huile dans le nord du pays se sont déjà traduites par un intense déboisement de la forêt tropicale, une menace très sérieuse pour le peuple des Awa et les communautés afro-cubaines de la région.

3. Intensification des conflits autour de l'eau et de la terre

Dans presque tous les pays en développement ou émergents d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, qui disposent d'énormes surfaces agricoles et d'un climat tropical, il existe des plans d'agrandissement ou de mise en œuvre de production d'agrocarburants.

- Le Brésil produit du soja destiné à l'exportation sur plus de 22 millions d'hectares, c'est-à-dire la moitié de la surface agricole du pays. Sur presque 7 millions d'hectares, il cultive de la canne à sucre, dont la moitié pour la production d'éthanol. D'ici à 2025, la surface cultivable devrait être étendue de 42 millions d'hectares¹⁹.
- L'Indonésie produit actuellement de l'huile de palme sur 6 millions d'hectares. D'ici à 2020, cette surface devrait être étendue à 20 millions d'hectares. Actuellement déjà, 400 communautés rurales sont impliquées dans des conflits autour de la terre en raison de la production d'huile de palme. L'Indonésie est le pays possédant le taux le plus élevé de reconversion de forêts en plantations de palmiers à huile.
- Au Mozambique, 33 millions d'hectares, environ 40 % de la surface cultivable globale, a été identifiée comme propice à la production d'agrocarburants. C'est le marché européen qui est visé ici. La compagnie suisse Green Bio Fuels Switzerland, par exemple, a annoncé qu'elle produirait dans son usine de Bad Zurzach, du biodiesel à partir de jatropha en provenance du Mozambique²⁰.

Dans de nombreux pays en développement, les conflits autour de la terre vont encore s'intensifier en raison de l'accroissement de la production de plantes énergétiques. L'exemple du Ghana montre concrètement comment cela se passe. Selon un rapport de RAINS, la société norvégienne Biofuel Africa loue, à l'aide de méthodes douteuses, des

¹⁷ Alors qu'en Colombie le ratio femmes-hommes est de 97 sur 100, à Sur de Bolivar, il est passé de 125 à 100. Chiffres de 2007.

¹⁸ Acción Ecológica: "Ecuador: biocombustibles o soberania alimentaria", Mars 2007

¹⁹ Camila Moreno et Anuradha Mittal: "Food&Energy Sovereignty Now: Brazilian Grassroots Position on Agroenergy", février 2008, www.oaklandinstitute.org

²⁰ A Bad Zurzach Green Bio Fuel Switzerland SA prévoit une grande usine de production de biodiesel, qui fabriquera dès la mi-2009, 130 millions de litres de biodiesel par an. Cette quantité représente 5 % de la consommation de diesel de la Suisse. <http://www.green-bio-fuel.eu>

terres communales pour y établir «la plus grande plantation de jatropha du monde». Les chefs de clan et les populations villageoises sont abusés par de fausses promesses de gains financiers et d'emplois futurs. En association avec les autorités villageoise, RAINS a demandé des explications à Biofuel Africa. Dans certains cas, la destruction de la végétation locale a pu être stoppée, et les contrats de location illégaux dénoncés²¹.

Des multinationales étendent la production d'agrodiesel en Tanzanie à coups de promesses fallacieuses

En Tanzanie, presque la moitié des surfaces cultivables conviennent à la production d'agrocultures, selon une étude de l'Association allemande pour la coopération technique (gtz)²². Le Gouvernement tanzanien y voit une chance et négocie des investissements avec diverses compagnies internationales²³. En conséquence, SWISSAID craint une intensification des conflits autour de la terre et la survenue de violentes émeutes. Les paysans, qui forment 80 % de la population tanzanienne, dépendent de l'accès à la terre pour garantir leur subsistance. L'agriculture paysanne représente la base de l'économie du pays. Elle constitue la moitié du revenu national et les trois quarts des exportations.

La task force Biofuel, créée en février 2006, n'a toujours pas soumis de politique nationale, ni de législation pour la production d'agrocultures. Des entreprises nationales et internationales recherchent pourtant déjà activement des terres pour la culture de plantes énergétiques. Par exemple, la société Diligent Tanzania Ltd. a mis sur pied un département de marketing pour les questions sociales, afin de convaincre les populations rurales des bienfaits de la culture de jatropha. Cette société promet une amélioration de la sécurité énergétique du pays, le développement de nouveaux marchés pour les produits agricoles et des opportunités de revenus pour les petits paysans. Pour SWISSAID en Tanzanie, ces promesses seront impossibles à respecter.

En outre, les paysans ont été convaincus de vendre leurs terres bien au-dessous de leur prix réel. Pour pouvoir défricher les surfaces nécessaires, on expulse ou on déplace des familles entières. C'est ce qui est arrivé à un millier de riziculteurs des plaines de l'Usangu. Ils n'ont reçu aucun dédommagement²⁴. En outre, l'eau des rivières est détournée pour arroser les plantations de jatropha. Les riziculteurs encore présents en sont donc privés. Une firme suédoise veut planter 400 000 hec-tares de canne à sucre dans le bassin du Wami. Le britannique Sun Biofuels prévoit 18 000 hectares de jatropha dans la région de Lindi. Dans les deux cas, nul ne sait ce qu'il adviendra des petits paysans qui y sont établis.

Les conflits pourraient également s'exacerber autour de la question de l'utilisation et de l'accès à l'eau. L'International Water Management Institute (IWMI) a mis en garde contre une pénurie d'eau due à la production massive d'éthanol et autres agrocultures. D'ici à 2050, la culture de plantes énergétiques risque de doubler la consommation d'eau par l'agriculture²⁵.

²¹ Bakari Nyari, Doing Battle with the Biofuel Dragon, Regional Advisory and Information Network Systems RAINS, Ghana.

²² „Liquid Biofuels for Transportation in Tanzania: Potential and Implications for sustainable Agriculture and Energy in the 21st century“ GTZ, 2005. S. 61: “For a viable biofuels industry, the land must also be capable of supporting sufficiently high crop yields for production to be economic. A recent assessment by the Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO) found that Tanzania had 55.2 Mha potential area for rain-fed crop production from the total land area of 93.8 Mha. 10.8 Mha of this area were in use for crop production, leaving 44.4 Mha of land potentially available for (food and non-food) crop production“.

²³ Par exemple, les entreprises britanniques Sun Biofuels und D1 Oils, PROKON en Allemagne, Diligent Energy Systems en Hollande et autres.

²⁴ African Biodiversity Network, ABN: Agrofuels in Africa. Case Studies from Benin, Tanzania, Uganda and Zambia. July 2007.

²⁵ Les experts craignent une pénurie d'eau due au boom de l'esprit bio, Experten fürchten Wassermangel durch Biosprit-Boom, Spiegel online, 13.08.07

Car, selon les estimations de l'IMWI, dans un pays comme l'Inde, pour produire la canne à sucre nécessaire à la fabrication d'un litre d'éthanol, il faut 3500 litres d'eau d'arrosage. A cela s'ajoute que la culture de plantes énergétiques est également planifiée sur des terres non irriguées, utilisées jusqu'à aujourd'hui comme pâturages. La Chine et l'Inde en particulier, qui souffrent déjà de pénurie d'eau, risquent de «se retrouver dans la zone rouge en matière d'approvisionnement en eau, si elles réalisent leurs projets de production de agrocarburants»²⁶.

Côte pacifique en Colombie : violences contre les communautés noires et expulsions pour l'implantation de palmiers à huile

Depuis trente-cinq ans, la région de la côte pacifique sud en Colombie est très convoitée pour la culture de palmiers. Là où poussaient autrefois le cacao, les bananes et divers produits alimentaires croissent aujourd'hui des monocultures de palmiers. Ces plantations se trouvent entre les mains d'entreprises nationales, qui possèdent la terre ou la louent aux paysans. Nombre de paysans ont été menacés pour qu'ils vendent leurs terres. «L'alternative, c'est l'argent ou le plomb», comme dit Lidoro Hurtado, un Afro-Colombien, pour décrire ces violences²⁷. Concrètement, cela signifie que celui qui ne veut pas vendre ses terres sera assassiné. «Ainsi, avec les veuves, ils peuvent négocier des prix beaucoup plus bas.» Ce sale boulot est accompli par des groupes armés illégaux. Les petits paysans n'ont guère le choix. Ou ils acceptent de travailler sur les plantations, ou ils s'exilent dans la ville voisine de Tumaco pour tenter d'y trouver un revenu. Toutefois, le salaire obtenu sur les plantations ne suffit pas à nourrir une famille, et les femmes doivent également se mettre au travail. Ce qui est catastrophique pour la cohésion tant sociale que culturelle des communautés noires. «Plus il y a de palmiers, plus il y a de violences», résume Hurtado. En 2007, en trois mois seulement, 101 meurtres ont été enregistrés à Tumaco. Mais, selon lui, si l'on compte les meurtres non déclarés, le chiffre est encore bien plus élevé. Selon un rapport de l'Institut national pour le développement rural, les entreprises productrices d'huile de palme se sont appropriées illégalement, par la force, 21 142 hectares de terres communautaires dans la région de Chocó sur la côte pacifique sud de la Colombie²⁸.

En Inde, SWISSAID soutient les communautés indigènes dans leur combat pour leurs terres

Dans l'Etat de Chattisgad, le Département des forêts essaie de cultiver le jatropha à grande échelle sur les terres communales et privées. Les communautés indigènes locales, qui vivent de l'agriculture, tentent depuis des années de faire valoir leurs droits de propriété sur ces terres vis-à-vis du gouvernement de Chattisgad. Mais ces projets de culture de jatropha devraient bientôt être suivis d'effets. Les populations sur place sont menacées d'expulsion. De nombreuses associations de base, soutenues par SWISSAID, ont protesté contre ces usurpations de terres et obtenu que ces projets ne se concrétisent pas. Mais la lutte continue, car le gouvernement veut encourager la culture de jatropha par tous les moyens.

En Inde sévit une véritable fièvre du jatropha. Alors même que le Gouvernement indien n'a pas encore fixé de politique à l'égard des agrocarburants, les Etats fédéraux essaient d'attirer, par toutes sortes de subterfuges, les investissements de nombreuses sociétés nationales et internationales. Et, même si le marché indien s'avère de plus en plus intéressant, il s'agit actuellement surtout de production destinée à l'exportation. Le jatropha produit des noix très riches en huile dont on peut extraire du diesel. Avec la canne à sucre, il se trouve au centre de la plupart des projets concernant les agrocarburants.

²⁶ Adam Cox, China, India face water risk from biofuel, IMWI; 15 août 2007, Reuters UK

²⁷ Entretien personnel avec Lidoro Hurtado, membre du Conseil communal et Diego Cardona Calle, ingénieur forestier auprès de l'organisation environnementale CENSAT; 13. 12. 2007

²⁸ BMZ Diskurs 011, Februar 2008.

La plante de jatropha est vénéneuse et n'entre pas en concurrence avec la production alimentaire. Elle peut être cultivée en terrain aride et sans irrigation. Par conséquent, en Inde, de soi-disant «terres désertiques», qui ne servent pas à la production agricole, sont généreusement distribuées aux entreprises. Mais ce sont les autorités qui définissent ce qu'est une «terre désertique». D'ici à 2011, le Gouvernement indien veut transformer 11 millions d'hectares de «terres désertiques» en plantations de jatropha.

Il néglige ainsi le fait que la survie des communautés indigènes pauvres ainsi que des bergers et des éleveurs de bétail dépend de ces terres, souvent des terres communales. La forêt fournit des ressources alimentaires et énergétiques, comme le bois et les baies. Une grande partie de ces «terres désertiques» nourrissent le bétail des communautés d'éleveurs, qui y emmènent paître leurs chameaux, chèvres et autres animaux. Grâce à leur mode de vie et d'élevage très particulier, ils apportent une contribution importante au maintien de la diversité animale mondiale.

Les populations des villes souffrent également des conséquences de la culture du jatropha : les prix des aliments, en particulier du riz et des huiles alimentaires²⁹, ont augmenté de façon spectaculaire. La reconversion des terres à la culture du jatropha est également responsable de cette situation.

4. Les agrocarburants nuisent à l'environnement

Cette forte pression sur les terres utiles a lieu au détriment des ressources naturelles : les forêts tropicales sont déboisées, les savanes sont détruites et les bassins fluviaux asséchés. La destruction de ces précieux écosystèmes, qui jouent un rôle central dans l'absorption des gaz à effet de serre, a pour conséquence que les agrocarburants sont finalement plus toxiques pour l'environnement que les carburants fossiles. Selon le Panel international sur le changement climatique, un cinquième des émissions de gaz à effet de serre sont dus à la déforestation. L'Indonésie et le Brésil viennent en tête. Et ces pays-là font justement partie des principaux producteurs d'agrocarburants.

Une étude de l'Institut de recherche en science des matériaux et en technologie (Empa), réalisée en mai 2007³⁰, démontre que les agrocarburants ne sont pas plus respectueux de l'environnement que les énergies fossiles. Les écobilans de divers agrocarburants, réalisés sur mandat de l'Office fédéral de l'énergie, de l'environnement et de l'agriculture, ont démontré que la culture et le traitement de matières premières comme le maïs ou le soja polluaient fortement l'environnement, ce qui aggrave sensiblement leur bilan écologique. En revanche, le bilan du retraitement des déchets (comme l'huile alimentaire usée) est bon. La fabrication d'éthanol à partir de canne à sucre brésilienne ou de betterave sucrière suisse se traduit certes par une diminution des émissions de gaz à effet de serre comparativement aux énergies fossiles, mais elle s'avère plus polluante pour l'environnement.

Les scientifiques sont de plus en plus nombreux à remettre en question la contribution des agrocarburants à la réduction des gaz à effet de serre. Paul Crutzen, prix Nobel de chimie, est le plus connu d'entre eux. Son équipe a constaté que l'engrais supplémentaire nécessaire à la culture des plantes énergétiques produisait une grande quantité de gaz hilarant (N₂O). Ce gaz est jusqu'à 300 fois plus dangereux pour le climat que le dioxyde de carbone (CO₂). Dans les cas extrêmes, l'effet de serre dû au «biodiesel» serait de 70 % plus élevé qu'avec un carburant traditionnel³¹.

²⁹ Les prix de l'huile alimentaire ont grimpé d'environ 100 % - <http://www.empa.ch/plugin/template/empa/3/60112/---/l=1>

³⁰ NZZ 13 février 2008.

³¹ Stern Review on the economics of climate change, zit. n. GRAIN, seedling, Agrofuels spezial issue, July 2007.

5. L'agriculture industrielle en cause

Quelque 14 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde sont issues de l'agriculture globale – y compris la production d'aliments et de produits non alimentaires, comme le coton, le tabac ou les agrocarburants. Les transports sont responsables de 14 % supplémentaires et le déboisement de 18%.

Indirectement, l'agriculture joue un rôle central dans le domaine des transports et de la déforestation. L'agriculture destinée à l'exportation est l'un des fondements du commerce mondial de biens agricoles. Et la déforestation est majoritairement la conséquence de la pénétration de l'agriculture intensive dans les régions forestières. Les chiffres montrent clairement que le modèle agro-industriel est l'un des principaux facteurs du réchauffement climatique. Et c'est justement ce modèle qui prévaut dans la production d'agrocarburants. Vouloir freiner le réchauffement de la planète grâce aux agrocarburants, c'est faire entrer le loup dans la bergerie !

L'engrais est la principale source d'émission de gaz à effet de serre dans l'agriculture³². L'International Food Policy Research Institute estime que les pays en développement doubleront leur consommation d'engrais chimiques d'ici 2020. Les plantations de végétaux énergétiques y auront la plus grande part. En outre, l'agriculture industrielle utilise de vastes surfaces de sol et d'énormes quantités d'eau.

L'érosion et l'épuisement des sols dus aux cultures de maïs et de soja sont des thèmes bien documentés. Avec les agrocarburants de la seconde génération, l'appauvrissement du sol risque d'empirer. Lorsque les déchets agricoles seront incinérés en tant que « biomasse » pour fabriquer de l'éthanol, il ne restera aucune matière organique pouvant servir d'engrais pour le sol.

6. Les agrocarburants comme porte d'entrée pour le génie génétique

Une grande partie des plantes utiles servant à fabriquer l'éthanol ou le biodiesel, comme le maïs, le colza et le soja, sont déjà modifiées génétiquement³³. Des recherches intensives en matière de génie génétique sont menées sur d'autres plantes utilisées ou prévues pour la production d'agrocarburants. Le génie génétique jouera un rôle important en particulier pour la seconde génération d'agrocarburants, qui démontrent une efficacité énergétique supérieure à celle des plantes cultivées actuellement.

- En 2008, Syngenta veut lancer une nouvelle espèce de maïs spécialement élaboré pour la production d'éthanol. Grâce aux techniques génétiques, ce maïs produit un enzyme essentiel au processus de fabrication, l'alpha-amylase³⁴. Syngenta a également déposé une demande d'autorisation pour ce maïs en Suisse.
- Monsanto prévoit de lancer sur les marchés américain et canadien une betterave sucrière résistant aux herbicides, pour la production d'éthanol³⁵.
- Aux Etats-Unis, une demande d'autorisation pour des eucalyptus génétiquement modifiés destinés à la production d'éthanol est actuellement pendante. La transformation génétique des arbres comporte des risques très élevés, notamment en raison de leur très long cycle de reproduction. Les conséquences écologiques de ces expériences ne pourront être vraiment mesurées que dans des décennies.

La population européenne est très critique à l'égard de la technologie génétique dans l'agriculture. En raison de cette opposition ininterrompue, également de la part des producteurs, très peu de plantes utiles modifiées génétiquement ont obtenu une autorisation pour leur exploitation commerciale. Dorénavant, l'industrie de la biotechnologie espère que les plantes énergétiques, qui ne sont pas destinées à l'alimentation, ouvriront la porte de l'agriculture au génie génétique.

³² 64 % de la production mondiale de soja est génétiquement modifié, en ce qui concerne le colza, le taux est de 20%. ISAAA 2007; http://www.transgen.de/anbau/eu_international/531.doku.html.

³³ Unternehmen-News: Agrar; Syngenta startet mit neuen Produkten in die Saison, 10.03.2008.

³⁴ Press Release, Canadian Biotechnology Action Network: GE sugar beet for biofuels under fire in Canada; February 27, 2008. <http://www.cban.ca/>

³⁵ Bayer, DaimlerChrysler, econsense: communiqué de presse du 8 mars 2007.

Monsieur Scheitza, du groupe agroalimentaire allemand Bayer CropScience l'a formulé clairement dans un communiqué de presse : «Les plantes énergétiques ont le potentiel d'imposer des technologies clés comme la biotechnologie végétale et les nanotechnologies³⁶.» En Europe, c'est surtout la production de colza pour la fabrication de diesel qui est concernée. Le colza génétiquement modifié pourrait se profiler comme la porte d'entrée du génie génétique dans l'agriculture européenne.

Il en va de même pour la pomme de terre Amflora de BASF. Cette pomme de terre génétiquement modifiée a été mise au point pour la production d'amidon industriel. La multinationale attend encore l'autorisation de l'UE – également comme fourrage et comme aliment. Le risque d'une contamination des plantes par celles énergétiques génétiquement modifiées est très élevé. Au Canada, les agriculteurs ne peuvent déjà plus cultiver du colza bio. Il existe de nombreuses contaminations scandaleuses³⁷ par des OGM autorisés et destinés à la consommation. Comme dans le cas de la contamination mondiale par du riz génétiquement modifié.

7. Les certifications ne sont pas une garantie

L'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne coordonne la Table ronde sur les biocarburants durables. Quatre groupes de travail ont pour tâche de développer les critères et les principes d'une production durable d'agrocarburants. Cette table ronde réunit des acteurs de l'économie, de l'administration, des organisations internationales, des milieux scientifiques et des associations environnementales. Parmi les 22 membres du comité, sept représentent les branches de l'énergie, de l'automobile et de l'industrie agroalimentaire (par exemple BP, Shell, Petrobras, Bunge, Toyota).

Avec seulement deux ONG internationales (WWF, FSC), la société civile est faiblement représentée. Les organisations des pays concernés sont absentes. Cette table ronde est vivement critiquée par de nombreuses organisations du Sud, car leurs intérêts et leurs points de vue n'y sont pas représentés. En Suisse, l'ordonnance sur l'imposition des huiles minérales, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2008, fixe les exigences minimales pour l'exonération fiscale des agrocarburants. Elle a été revendiquée auprès du Conseil fédéral à plusieurs reprises par une alliance d'ONG suisses, dont SWISSAID. Du point de vue écologique, ces exigences minimales sont placées très bas, Par exemple, la charge polluante ne doit pas dépasser celle de l'essence et une réduction de 40 % seulement des gaz à effet de serre est exigée par rapport aux carburants traditionnels. La question des matières premières génétiquement modifiées n'est pas évoquée.

Du point de vue social, les exigences minimales sont encore plus modestes. L'ordonnance n'impose que le maintien des législations nationales sur le lieu de production ou les huit conventions³⁸ de l'Organisation internationale du travail (OIT). Indépendamment de la manière dont l'application de ces recommandations sera vérifiée, une grande partie des conséquences négatives de la production d'agrocarburants, comme la violation du droit à l'alimentation ou les expulsions par la force, est négligée par la loi. En outre, la destruction de l'économie animale brésilienne consécutive à la reconversion des pâturages pour la production de plantes énergétiques est l'un des principaux problèmes du boom des agrocarburants. L'impact de l'envolée du prix des aliments ou l'utilisation de la force pour faire pression sur les communautés paysannes indigènes ne sont pas non plus pris en compte.

Du point de vue de la politique du développement, SWISSAID se demande globalement si la certification d'une production durable est possible et, pour autant que des critères adéquats puissent être déterminés, si elle peut représenter une solution aux problèmes esquissés plus haut. En revanche, il existe un réel danger que ces critères soient utilisés comme outils

³⁶ GM Contamination Register Report 2007:
http://www.gmcontaminationregister.org/index.php?content=nw_detail1

³⁷ Parmi lesquels on trouve l'interdiction du travail forcé, du travail des enfants et de la discrimination ainsi que le droit à l'association syndicale et à des salaires égaux.

³⁸ GRAIN, seedling, Agrofuels spezial issue, July 2007.

marketing pour calmer les critiques des consommateurs, sans pour autant permettre une réelle amélioration de la situation des populations et des pays concernés.

Une étude vient d'être publiée par Les Amis de la Terre Europe sur le possible effet de critères durables des agrocarburants en Amérique latine³⁹. Elle conclut entre autres que les graves problèmes sociaux et écologiques rencontrés sont avant tout dus à l'extension massive de la production de sucre de canne et de soja, bien plutôt qu'à *comment* les plantes sont produites. Ces critères de durabilité ne changeront rien aux mécanismes de marché qui règlent les prix des matières premières des agrocarburants. Et les prix sont déterminés par les mécanismes politiques des pays industrialisés. Les scientifiques de la NASA ont pu prouver que le taux de déboisement de la forêt amazonienne était directement corrélé avec le prix du soja⁴⁰.

Une étude de l'OCDE⁴¹ parvient à des conclusions similaires. Elle pointe le doigt sur une contradiction fondamentale entre l'augmentation de la demande provoquée par la politique et les velléités de réglementation qui devraient assurer une production de biomasse respectueuse de l'environnement et durable. Selon ses auteurs, il existe un réel danger que les taux des biocarburants soient plus élevés qu'une potentielle offre durable.

³⁹ Sustainability as a smokescreen. The inadequacy of certifying fuels and feeds. Friends of the Earth Europe, April 2008.

⁴⁰ GRAIN, seeding, Agrofuels spezial issue, July 2007

⁴¹ „Biofuels: Is the cure worse than the disease?“, Paris 2007. OECD SG/SD/RT(2007)3

Conclusion de SWISSAID: les agrocarburants constituent une voie sans issue

- La production industrielle de plantes énergétiques provoque la faim. Elle ne permet pas d'atteindre les objectifs importants de la politique climatique. Pas plus qu'elle n'offre d'opportunités de revenus aux régions rurales. La promotion d'agrocarburants renforce l'agro-industrie, qui nuit à l'environnement, réduit la diversité biologique et spolie les petits paysans.
- Les agrocarburants, qui sont mélangés aux carburants fossiles, ne contribuent pas à nous rendre indépendants à l'égard du pétrole. Ils permettent simplement de prolonger le modèle énergétique en vigueur, basé sur les hydrocarbures.
- Ni les monocultures ni les plantes énergétiques génétiquement modifiées ne constituent une solution pour lutter contre la faim et la pauvreté. Les recommandations du rapport que vient de publier l'IAASTD⁴² (l'Évaluation internationale de la science et de la technologie agricoles pour le développement) vont dans le même sens. En revanche, une agriculture écologique mixte, la diversité des espèces et des plantes adaptées à leur environnement possèdent à cet égard un énorme potentiel. L'agriculture bio pour les marchés locaux et régionaux contribue à la réduction des gaz à effet de serre.

SWISSAID...

... condamne l'importation des agrocarburants produits dans des pays en développement et émergents;

... condamne tout subventionnement direct ou indirect ainsi que toutes les mesures politiques qui mèneraient à une augmentation de la demande en agrocarburants;

... exhorte tous les acteurs de l'aide suisse au développement de ne consentir aucun investissement dans des projets liés aux agrocarburants, qui pourraient empirer la situation des communautés locales, et des femmes en particulier;

... se montre très critique à l'égard de la certification «agrocarburant durable». Des mécanismes de certification pertinents ne peuvent être élaborés qu'en collaboration avec les acteurs locaux justement concernés. Les organisations partenaires de SWISSAID en Colombie condamnent les initiatives de la Table ronde pour «un soja durable», pour «une huile de palme durable» et pour «des biocarburants durables»

De la Suisse, SWISSAID exige...

... au vu de l'intensification de la crise alimentaire, de se distancer d'un subventionnement indirect par le biais d'exonérations fiscales inscrites dans la loi sur l'imposition des huiles minérales, et ce afin de ne pas violer le droit à l'alimentation. L'ordonnance sur l'imposition des huiles minérales doit par conséquent encore être améliorée;

... de s'engager pour un moratoire sur la production industrielle d'agrocarburants, ainsi que l'a demandé Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation à l'ONU;

... de rechercher des solutions véritablement durables au réchauffement climatique. Parmi ces solutions, il y a l'agriculture bio, qui produit des denrées saines pour les marchés locaux et régionaux, tout en consommant un minimum d'énergie fossile;

... de développer des mesures de politique énergétique qui contribuent réellement à une diminution des émissions de gaz à effet de serre en Suisse. D'ici à 2020, les gaz à effet de serre devraient avoir diminué de 30 % par rapport à l'année de référence 1990, et de 90 % d'ici à 2050. Pour atteindre ce but, l'accent doit être mis sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables;

... de mettre en œuvre les principes de la souveraineté alimentaire aussi bien en matière de politique agricole suisse qu'en matière de politique commerciale et de développement. Pour ce faire, la Suisse devrait suivre les recommandations de l'IAASTD.

Tina Goethe, SWISSAID, Politique de développement, Mai 2008

⁴² International Assessment on Agricultural Science and Technology for Development. www.agassessment.org



Photo pour la page de titre :
Pollution de l'environnement provoquée par une usine d'huile de palme en Equateur

Photo pour la dernière page :
Récolte de graines de palmier qui seront utilisées pour la fabrication d'agrocarburants

© Daniel Ammann